

# Politique africaine

## APPEL À CONTRIBUTIONS

### **(Dés)unions régionales en Afrique de l'Ouest. Délégitimations du Franc CFA et recompositions économiques et politiques**

Dossier coordonné par  
**Boris Samuel** (IRD, Institut des Mondes Africains)

Date limite d'envoi des propositions : **15 septembre 2024**

---

#### **(Dés)unions régionales en Afrique de l'Ouest. Délégitimations du Franc CFA et recompositions économiques et politiques**

Au mois de février 2024 les régimes du Burkina Faso, du Mali et du Niger, solidaires contre les sanctions imposées à ce dernier par la CEDEAO, ont annoncé se retirer de cette organisation économique sous-régionale. Formulée par les gouvernants de trois pays où la dégradation de la situation sécuritaire et la lutte contre les groupes armés au Sahel a induit des coups d'Etat militaires contre des régimes élus, cette prise de position interpelle plus largement l'architecture

économique et financière de la zone, au cœur des débats publics et des mobilisations citoyennes. Le franc CFA, incarnation du legs colonial, est sous le feu des dénonciations : d'économistes, pour les limitations que cette monnaie à parité fixe avec l'Euro induit sur les politiques économiques, ou les sorties de capitaux qu'elle induit ; de mouvements politiques et citoyens réclamant l'éviction de la France dans sa gestion et la fin de son ingérence ; de régimes politiques qui font du sursaut de la souveraineté nationale une ligne d'action centrale aux plans militaire, économique ou migratoire.

La CEDEAO a incarné depuis le début des années 2000 l'horizon d'une décolonisation monétaire, par l'union régionale. La création d'une monnaie ouest-africaine englobant pays anglophones et lusophones a en effet auguré d'une possible sortie du FCFA, constituant toutefois un projet toujours proche et lointain, notamment du fait des difficultés à faire coïncider les intérêts du géant nigérian et des autres pays de la zone. Pourtant, des divergences et affrontements entre membres de l'organisation autour de la gestion des changements politiques récents au Sahel ont au contraire engendré une dynamique de désunion. Les décisions de sanctionner les régimes putschistes, le Mali et la Guinée en 2021, puis le Burkina Faso et le Niger en 2022 et 2023<sup>1</sup>, ont suscité des clivages qui ont perduré malgré la levée des sanctions contre le Niger au printemps 2024. Depuis, les intentions des trois membres de l'Alliance des Etats du Sahel restent orientées par une ligne politique souverainiste et l'horizon d'une rupture avec le Franc CFA. Du côté les intentions des autres Etats de la CEDEAO, l'influence du contexte intérieur du Nigéria sur les positions du président Buhari concernant la mise en place et la levée des sanctions rappellent la fragilité des liens politiques au sein de l'organisation ouest-africaine, et leur possible rapide polarisation. Enfin, l'élection au Sénégal de Bassirou Diomaye Faye du parti des Patriotes africains du Sénégal pour le travail, l'éthique et la fraternité (PASTEF) qui entend avancer vers une rupture avec le FCFA, rapproche également la perspective d'une transformation de l'architecture régionale. Son arrivée au pouvoir a en outre matérialisé les espoirs de nombreux militants historiques anti-cfa qui ont espéré faire de cette question une orientation politique prise en charge par des partis à même de conquérir le pouvoir par les urnes<sup>2</sup>.

Cette proposition de numéro spécial, qui fait suite à une table ronde tenue en avril 2024 à Paris, ayant donné la parole Kako Nubukpo, Ndongo Samba Sylla, Olivier Vallée, Anna Riika Kauppinen, entend rappeler l'intérêt de questionner les pratiques sociales au cœur de l'économie pour saisir ces recompositions, généralement expliquées par le prisme des relations diplomatiques et sécuritaires. Comment étudier les relations sociales et politiques sous-jacentes à ces tensions ? Quelle est l'importance de ces recompositions en cours pour les acteurs sociaux des différents pays, vues par le jeu des opérations économiques, de la gestion des Etats, de la circulation des personnes et des marchandises, des échanges commerciaux et financiers ? En quoi ces luttes internationales peuvent-elles transformer les aspirations économiques des acteurs de ces sociétés, ainsi que les voies de légitimation des Etats ? Des scénarios peuvent-ils être esquissés sur les futurs possibles de ces ensembles, et quelles seront leurs implications sur la vie des acteurs de ces sociétés ?

---

<sup>1</sup> Décision que certains des observateurs imputent à des pressions françaises

<sup>2</sup> Voir par exemple la conférence de Mamadou Koulibaly qui formule précisément cette stratégie pour mettre fin au FCFA : Mamadou Koulibaly, « Sortir du cfa et créer une nouvelle monnaie - Principes et conditions », Journées d'Urgences panafricanistes, Abidjan, 11 février 2017 ; <https://www.youtube.com/watch?v=ID3pIwKG16Q>

Pour apporter des réponses à de telles questions, le numéro spécial entend notamment s'intéresser aux thématiques suivantes<sup>3</sup>, qui peuvent être l'objet de propositions d'articles :

## 1. Les unions régionales : hétérogénéités et asymétries

Les unions régionales constituent des ensembles hétérogènes où les rapports de force asymétriques entre gouvernants, économies, sociétés se mêlent aux mécanismes de solidarités, et induisent des relations conflictuelles et heurtées. Les unions régionales peuvent accorder aux gouvernements et Etats qu'elles regroupent des pouvoirs et votes équivalents (comme au sein de la Banque Centrale des Etats d'Afrique de l'Ouest), ou proportionnels à l'importance de leurs économies ou populations (comme au sein de structures fédérales)<sup>4</sup>, mais ces architectures institutionnelles se doublent d'usages et de relations de pouvoir qui orientent le fonctionnement des institutions. Ainsi, les rapports politiques dans les zones FCFA ou CEDEAO ont historiquement reflété la place prédominante des poids lourds régionaux, Côte d'Ivoire ou Nigeria - comme illustré par le poste de gouverneur de la Banque centrale réservé à un ivoirien. Les décisions d'échelle régionale ont aussi été caractérisées au fil de l'histoire de la zone par leurs effets hétérogènes, à commencer par la dévaluation du Franc CFA, dont les impacts différenciés entre pays étaient annoncés mais non pris en considération. Les choix de la politique économique et des règles de l'union régionales (régime de change, choix budgétaires, relations aux acteurs extérieurs etc.) peuvent aussi apparaître au profit des dominants de la zone. Les hiérarchies et ordres liés aux unions régionales ont dès lors été changeants, contestés, et parfois rééquilibrés, à l'image du choix de Ouagadougou au lendemain de la dévaluation de 1994 pour positionner le siège de l'UEMOA nouvellement créée<sup>5</sup>. Cet ordre politique régional à la fois stable et contesté participe aussi des dynamiques politiques nationales, comme l'ont illustré les discours souverainistes portés par les nouveaux pouvoirs au Sénégal, au Mali, au Burkina Faso, et au Niger<sup>6</sup>. Enfin en prenant en compte la multiplicité des périmètres, traités, et compétence des unions économiques régionales existant en Afrique de l'Ouest, avec les pays anglophones et lusophones, les relations entre les sociétés de cette partie du continent sont intermédiées par un kaléidoscope institutionnel<sup>7</sup>. Les dynamiques centrifuges actuelles sont à analyser à l'aune de la sociologie de ces myriades de relations, et des rapports de domination historiques qu'elles ont favorisées. Les propositions de contribution mettant en lumière par diverses méthodes des sciences sociales les relations afférentes à ces organisations et leurs projets de réformes, avec leurs asymétries, hétérogénéités et singularités, seront les bienvenues.

## 2. Les imaginaires et mises en débats des institutions régionales

Les unions régionales s'immiscent dans des idées : productions idéologiques justifiant l'organisation économique et politique, savoirs contestant l'ordre établi, imaginaires, qui font de la sous-région un horizon de pensée en même temps qu'une réalité objective. Les idées de stabilité du FCFA et de faible inflation ou encore d'attractivité économique de la zone sont à la fois l'objet d'arguments économiques d'experts de la Banque centrale, d'universitaires ou de

---

<sup>3</sup> Les thématiques reflètent notamment les échanges tenus lors de la table ronde tenue le 2 avril 2024 à Paris, au Centre de Recherches Internationales, CERI de SciencesPo, dans le cadre du *Séminaire Afrique : citoyenneté, violence et politique*. Les principales références aux propos tenus ce jour sont explicitées, et appelées à être développées dans le dossier. Nous remercions les intervenant.e.s et organisateur.ice.s du séminaire.

<sup>4</sup> Selon les remarques de Kako Nubukpo à la table ronde

<sup>5</sup> voir K. Nubukpo, « La crise ivoirienne et l'avenir de l'intégration économique et monétaire ouest-africaine », *L'Économie politique*, 2011/3 n° 51, p. 97-112.

<sup>6</sup> Voir les remarques de Ndong Samba Sylla à la table ronde, et son ouvrage le plus récent avec Fanny Pigeaud, *De la démocratie en FrancAfrique. Une histoire de l'impérialisme électoral*, La Découverte, Paris, 2024

<sup>7</sup> Cf. les remarques à la table ronde d'Olivier Vallée, à partir de l'histoire de la CEDEAO, et de Kako Nubukpo, sur les différents traités de la zone Franc

responsables français, mais aussi des slogans et imaginaires politiques légitimant l'existence de la zone, ainsi qu'en témoignent les discours de communication de la BCEAO autour de l'attachement à la stabilité de la monnaie, ou les répertoires à travers lesquels les acteurs font leurs expériences quotidiennes des prix et de l'économie<sup>8</sup>. Pendant que le FMI considère la zone économique et monétaire du FCFA comme l'une des « plus avancées au monde » en matière d'intégration, économique, monétaire, fiscale<sup>9</sup>, les études macroéconomiques n'ont en réalité été mobilisées que de manière parcellaire pour justifier les choix en matière de politique économique ou l'architecture de l'union, en revanche souvent défendus d'une manière idéologique<sup>10</sup>. La mise en débat économique du FCFA est aussi un répertoire de contestation, employé par les oppositions politiques, pour se positionner dans le jeu partisan comme par activisme pour la défense de citoyens face à un ordre jugé injuste - la critique de la monnaie étant parfois érigée en ligne rouge à ne pas franchir, voire empêchée ou censurée par des pouvoirs, qui peuvent même la juger illégale<sup>11</sup>. Aujourd'hui, la légitimation croissante du débat sur les questions monétaires est un marqueur des volontés de rupture des gouvernements dans leurs relations extérieures et post-coloniales avec la France et l'Europe, incarné par le retournement des pays de l'Alliance des Etats du Sahel (AES)<sup>12</sup> et du Sénégal, hier par les prises de positions dissidentes du Togo, du Mali, de la Mauritanie ou du Burkina Faso sankariste. La sortie de la zone constitue désormais un imaginaire politique majeur, le FCFA étant devenu le support et l'objet d'expression d'une défiance politique et de critiques, pour les relations internationales et l'ordre politique qu'il symbolise, alors même qu'il représente un outil monétaire fonctionnel et accepté pour les transactions.

### 3. Le territoire, ses circulations et leur contrôle

Les circulations des biens et personnes forment un point d'entrée privilégié pour étudier la dimension régionale des pratiques économiques. Les unions régionales qui régulent et organisent les circulations au sein des territoires font entrer les institutions et dynamiques supranationales dans la vie quotidienne, et offrent l'occasion de saisir les unions économiques par le bas, par les pratiques concrètes d'une diversité d'acteurs<sup>13</sup>. Les circulations transfrontalières engagent non seulement des enjeux pour l'approvisionnement des marchés et les déplacements de la main d'œuvre, elles engendrent aussi des modes de vie autour des activités économiques, et les citoyens acquièrent des compétences dans l'interaction avec les pouvoirs administratifs, aux frontières ou dans le maniement des monnaies<sup>14</sup>. Analyser les reliefs détaillés des commerces est en outre important pour nuancer les perceptions usuelles de la géographie régionale des pouvoirs. Les activités commerciales engagent non seulement des routes d'imports exports qui cheminent des principaux ports vers les régions intérieures, elles

---

<sup>8</sup> Voir par exemple V. Bonnacase, « Politique des prix, vie chère et contestation sociale à Niamey: quels répertoires locaux de la colère? », *Politique Africaine*, 130, 2013, pp. 89-111.

<sup>9</sup> Voir A. Kireyev (ed.), *Construire des économies intégrées en Afrique de l'Ouest: Expériences de la gestion de la croissance, de l'inclusion et de la volatilité*, International Monetary Fund, Washington D.C., 2014.

<sup>10</sup> Voir B. Samuel et K. Nubukpo. « Tournant néolibéral et consolidation de la bureaucratie transnationale. Note de recherche sur les statisticiens et économistes en Afrique de l'Ouest francophone », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 234, no. 4, 2020, pp. 50-65.

<sup>11</sup> Voir les suites de la célèbre action de l'activiste Kemi Seba qui avait brûlé un billet de 5000 FCFA à Dakar, et a été poursuivi pour cela

<sup>12</sup> L'AES a été créée le 16 septembre 2023 par les trois Etats du Sahel, Burkina Faso, Mali, Niger en vue de leur sortie conjointe de la CEDEAO

<sup>13</sup> Voir en particulier les remarques d'Anna-Riika Kauppinen lors de la table-ronde ; et sur l'approche par le bas de l'économie, B. Hibou et B. Samuel, « Macroéconomie et politique en Afrique », *Politique africaine*, 124, décembre 2011, pp. 5-28.

<sup>14</sup> Observer ces échanges a été l'objet de travaux interdisciplinaires importants, centrés sur l'anthropologie économique, et qui a conduit à la mise en place d'observatoires. Voir les travaux les travaux de Janet McGaffey, de l'IRAM et du Club du Sahel dans les années 1980 et 1990, de chercheurs et chercheuses comme Javier Herrera, Johny Egg et John Igwe vers le Nigeria, Karine Bennafla et plus récemment Judith Scheele dans vers l'Afrique du Nord via le Sahara.

sont aussi sources de liens avec des territoires plus lointains, ou en dehors du continent, vers l'Asie ou le Golfe par exemple, ou sur le continent, en Afrique centrale ou du Nord en particulier. Ces relations peuvent se révéler structurantes dans l'histoire des relations transsahariennes de l'Afrique de l'Ouest, au plan commercial mais aussi diplomatique. Les échanges avec ces pays génèrent des acteurs dotés de très importants capitaux financiers et politiques, qui participent des ordres économiques et sociaux régionaux, y compris dans des pays usuellement jugés moins nantis, comme les pays sahéliens (par exemple par leurs liens avec le Maroc ou la Lybie)<sup>15</sup>. La géographie des circulations est bien sûr aussi liée à l'administration et au contrôle des territoires, et en particulier des douanes, institutions régaliennes au fonctionnement régulé par les traités, mais aussi lieux de pouvoir au centre des rouages étatiques, et voies d'accumulation majeures dans l'économie politique des régimes<sup>16</sup>. Les circulations et échanges régionaux de l'Afrique de l'Ouest devraient être pris en compte dans l'analyse des possibles transformations institutionnelles, potentiellement appelées à transformer profondément de multiples pratiques – on peut se rappeler que la sortie de l'AES engendrerait un espace physiquement morcelé au sein de l'ancienne zone UEMOA.

#### **4. Finances, banques : technologies et infrastructures**

Les effets sociaux et politiques des unions régionales sont aussi à observer à l'échelle des relations entre et aux acteurs financiers. Les infrastructures financières et bancaires et leur gestion (moyens de paiement électroniques comme billets et pièces, systèmes de compensation qui permettent les opérations en devises avec des opérateurs hors de la zone etc.) constituent un ensemble d'infrastructures matérielles et technologiques délimitant un espace d'échange et un fait monétaire communs au sein de la zone FCFA, qui organise en outre les relations avec les voisins. Considérer leur existence et leurs conséquences peut dépolitiser la compréhension des unions régionales et des débats qu'elles suscitent, en les ramenant à des questions normatives d'ingénieries financières et d'architectures institutionnelles, éventuellement étudiées à l'aune de leur plus ou moins grande efficacité. La comparaison des Etats tentés par la sortie du FCFA peut par exemple être faite avec les voisins ghanéen ou mauritanien pour attester de la faisabilité concrète d'une gestion financière nationale souveraine, comme elle peut être employée pour avertir sur les dangers de la perte des systèmes de paiement du FCFA, ou encore servir de repoussoir devant les instabilités bancaires et financières et la gestion bancaire clientéliste et politisée dans ces pays<sup>17</sup>. Mais plus largement, les mécanismes institutionnels constitutifs de la zone, y compris leurs liens historiques à la France ou l'Europe, peuvent être compris comme participant d'une sociologie politique des relations financières et monétaires<sup>18</sup>. Les systèmes financiers sont aussi l'objet de changements, innovations, recherches d'alternatives, qui rappellent que les débats et contestations politiques autour de la monnaie peuvent aussi avoir des effets : ainsi de la mise en place des systèmes de paiement et des zones de libre-échange africaines par exemple, qui matérialisent des projets politiques panafricains historiques visant l'autonomisation (le « découplage ») du continent par rapport au reste du monde<sup>19</sup>. Le déploiement d'instruments financiers peut aussi offrir des possibilités de contestation des ordres politiques et monétaires dominants, comme la promotion des crypto-monnaies en Centrafrique peut le rappeler. Ces instruments techniques peuvent être appelés à redéployer les opérations quotidiennes d'échanges, en particulier si les perspectives de sortie des zones des pays de l'AES

---

<sup>15</sup> Voir les remarques d'Olivier Vallée à la table ronde sur ce sujet

<sup>16</sup> Voir par exemple Thomas Cantens, *L'argent des Katikas, une ethnographie des douanes camerounaises*, Thèse de Doctorat d'anthropologie, EHESS, 2010

<sup>17</sup> Voir les remarques d'Anna Riika Kauppinen lors de la table ronde

<sup>18</sup> Voir par exemple Mizes, J. C., & Donovan, K. P. (2022). "Capitalizing Africa: high finance from below." *Africa*, 92(4)

<sup>19</sup> Voir les remarques de Ndongo Samba Sylla lors de la table ronde sur ce sujet, et par exemple, Carlos Lopes, *Africa in Transformation: Economic Development in the Age of Doubt*, Palgrave, London, 2018

ou du Sénégal devaient se matérialiser et résulter en de nouveaux moyens de paiement - la Côte d'Ivoire avait entamé la mise en place de nouveaux systèmes lorsque l'émission de la monnaie ivoirienne de résistance avait été entamée durant la rébellion<sup>20</sup>. Ils sont au cœur des débats concrets sur les souverainetés dans les sociétés du continent, et deviennent un mode d'énonciation du politique dans le débat actuel sur les opportunités de sortie.

## 5. Savoirs légitimes et prospective

La mise en débat des unions économiques et monétaires n'a pas toujours été aussi investie qu'actuellement. La critique des caractères néocoloniaux du FCFA par des intellectuels a été plus ou moins continue<sup>21</sup>, mais elle n'a pas été l'objet d'investissements militants et partisans constants. Le débat public sur les unions régionales interpelle diverses disciplines des sciences sociales dans leurs domaines propres : l'économie sur les apports et contraintes du choix d'une monnaie forte et stable, les sciences sociales du politique pour approcher les enjeux sociaux ou de souveraineté afférents, y compris les relations sous-jacentes avec les anciennes puissances coloniales, l'anthropologie économique sur les rapports à la monnaie ou les échanges, l'histoire pour approcher non seulement la généalogie de ces relations régionales, mais aussi les quêtes de souveraineté monétaire passées, la sociologie de l'international pour étudier les organisations supranationales et leurs travaux<sup>22</sup>... Ce dossier, qui entend apporter une contribution résolument pluridisciplinaire aux études sur les unions régionales<sup>23</sup>, entend aussi questionner la mobilisation et la légitimité des savoirs dans les débats publics et la vie sociale. La production de savoirs et de discours sur le FCFA est principalement le fait d'économistes ou de mouvements sociaux ou politiques revendiquant des transformations. Dans le monde académique, les critiques contre le franc CFA sont venues largement de l'économie politique, outillée pour pointer les relations de pouvoir adossées aux mécanismes monétaires et à l'architecture institutionnelle de la zone. Elles ont été approfondies et portées par des groupes peu nombreux, d'obédiences plurielles, qui n'ont eu de cesse, pour des motivations diverses, de questionner le statu quo (Martial Ze Belinga, Mamadou Koulibaly, Ndongo Samba Sylla, Kako Nubukpo, Demba Moussa Dembele, économiste sénégalais etc.). Ces savoirs ont rencontré des échos et suscité des débats plus ou moins importants selon les périodes, depuis les travaux de Samir Amin ou de Joseph Tchoundjang Pouemi<sup>24</sup>. Face à l'incertitude radicale du moment actuel, le numéro souhaite pointer à la fois l'étendue et les limites des connaissances, en particulier sur ce sujet à la fois technique, pluriel, et politiquement significatif. Quels sont les savoirs et rationalités légitimes de ce moment ? Quel(s) rôle(s) jouent l'histoire, l'économie ou la sociologie dans la légitimation d'un statu quo régional ou au contraire dans le plaidoyer pour une logique de rupture – pour identifier les trajectoires de domination, ou complexifier la compréhension des relations sociales et politiques et des effets attendus de leur transformation ?

---

<sup>20</sup> voir K. Nubukpo, « La crise ivoirienne... art. cit.

<sup>21</sup> Voir en particulier F. Pigeaud, N. S. Sylla, *L'arme invisible de la Françafrique. Une histoire du franc CFA*, Paris, La Découverte, col. « Cahiers libres », 2018, qui le démontre parfaitement

<sup>22</sup> Voir par exemple L. Bonelli et L. Jeanpierre, « L'économie, l'international et la sociologie : combinaisons et variations. Introduction », *Cultures & Conflits*, vol. 108, no. 4, 2017, pp. 7-14.

<sup>23</sup> A l'instar du volume collectif D. M. Dembele, K. Nubukpo, B. Tinel et M. Ze Belinga (dir.), *Sortir l'Afrique de la servitude monétaire. À qui profite le franc CFA ?*, Paris, La Dispute, 2016, qui offre une diversité de points de vue, même s'il est essentiellement composé de travaux d'économistes

<sup>24</sup> Pour un exemple vivant de la mise en débat des enjeux de souveraineté et opportunités de sortie du Franc CFA dans le contexte Malien, voir G. Mann, *From Empires to NGOs in the West African Sahel: the Road to Nongovernmentality*, Cambridge University Press, 2015

---

Les contributions attendues devront être fondées sur la mobilisation de matériaux empiriques originaux. Les propositions d'articles sont à envoyer à [boris.samuel@ird.fr](mailto:boris.samuel@ird.fr). Elles sont attendues pour le **15 septembre 2024**, sous la forme d'un résumé d'une page maximum, en français ou en anglais. Elles devront présenter les objets de la contribution, les hypothèses et les matériaux empiriques. La notification aux auteur.es de l'acceptation ou du refus de leur proposition sera effectuée le **11 octobre 2024**. Les premières versions des articles retenus seront à soumettre le **10 janvier 2025**.

Les informations sur le format des articles à soumettre sont indiquées dans les consignes aux auteur.e.s : <https://polaf.hypotheses.org/soumettre-a-la-revue>

---